

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

008 - 01 - 26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉCISIONS DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE D'ALÈS**

Service : Résidence autonomie les
Oliviers
Tel : 04.66.86.35.10
Réf : CR/JR/MC/CP

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOGEMENT TEMPORAIRE
POUR UN BÉNÉFICIAIRE DU SAD PAR LA RÉSIDENCE AUTONOMIE - SERVICES
AUTONOMIE A DOMICILE

Le Président du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération n°25_02_11 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 27 mars 2025 portant délégation de pouvoirs au Président du Centre Communal d'Action Sociale.

Considérant que le CCAS de la Ville d'Alès est un établissement public administratif animant une action générale de prévention et de développement social dans la commune ;

Considérant que ses activités consistent principalement à répondre aux besoins de la population de la Ville d'Alès ;

Considérant que, dans le cadre de ses missions, le SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET D'AIDE A DOMICILE a exprimé le souhait de bénéficier du logement faisant partie de l'ensemble de la RÉSIDENCE AUTONOMIE LES OLIVIERS, situés au 08 avenue H. BOUCHER à Alès, propriété de la Ville d'Alès ;

Considérant qu'il convient dans ces conditions de favoriser l'échange par voie de convention de mise à disposition du logement, définissant les rapports entre la Résidence autonomie les Oliviers, et décrivant les conditions particulières d'occupation ;

Considérant qu'au vu de l'intérêt public local suscité par ces échanges, cette mise à disposition sera consentie pour un montant de 917,67 €/mois ;

Considérant enfin que pour des mesures de commodités, les parties à la convention ont expressément décidé de se référer aux dispositions législatives, réglementaires et jurisprudentielles, régissant les relations habituelles bailleur/locataire ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

Madame Michèle VEYRET, Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale est autorisée à signer une convention de mise à disposition de locaux de la Résidence Autonomie LES OLIVIERS que le SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET D'AIDE A DOMICILE occupe, situés au 8, avenue H. Boucher, 30100 ALES, sera signée.

ARTICLE 2 :

La convention a pris effet le 1^{er} janvier 2026 pour se terminer le

Envoyé en préfecture le 09/02/2026

Reçu en préfecture le 09/02/2026

Publié le 09/02/2026

S²LOW

ID : 030-263000291-20260129-008_01_26-AU

ARTICLE 3 :

Ladite mise à disposition est consentie pour un montant de 917,67 €/mois. Les modalités et conditions d'occupation sont plus généralement détaillées dans la convention ci-an-nexée.

ARTICLE 4 :

Madame la Directrice du Centre Communal d'Action Sociale et Monsieur le Receveur Mu-nicipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ALÈS, LE 19 JAN. 2026

Le Président du CCAS

Christophe RIVENQ

A circular blue ink stamp is located to the left of the signature. It contains a central emblem of a shield with a bird (possibly a dove) and the text "Centre Communal d'Action Sociale" around the top and "Mairie d'Alès" around the bottom.

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr